

ALGÉRIE: L'AUTOMNE DES CHIMÈRES...

Le surgissement populaire du 22 février s'est inscrit dans la durée. Le mouvement, que d'aucuns croyaient éphémère, a passé l'été et se maintient non seulement dans la capitale mais aussi dans de nombreuses localités du pays. Il est important de rappeler cette donnée élémentaire aux camarades ou compagnons qui, en raison du traitement sélectif de l'information en France et ailleurs, pouvaient croire qu'il ne se passait plus rien en Algérie parce que certains médias l'avaient ainsi décidé.

Cependant, il convient de préciser que l'euphorie et l'effervescence, qui avaient caractérisé les premières semaines de la dynamique contre le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, nous paraissent désormais lointaines sur au moins deux aspects. D'un côté, et c'est ce qui saute aux yeux de l'observateur, les cortèges du vendredi, censés rassembler sans distinction la population décidée à lutter contre le «*système*», le «*régime*» ou le «*pouvoir*», sont beaucoup moins fournis par rapport au printemps. De l'autre, et c'est ce qui frappe l'oreille du marcheur, les slogans sont devenus beaucoup offensifs en se démarquant nettement des appels à fraterniser avec l'armée ou la police, récurrents lors de la première phase du mouvement.

Maturisation et répression

Cette évolution s'explique d'une part par la maturation du processus lui-même et d'autre part par la répression qui s'est accentuée, en ne concernant plus seulement les jeunes des classes populaires prêts à l'affrontement ou les oligarques qui avaient «*mangé le pays*». Paradoxalement, c'est l'attitude des autorités qui a conduit à redonner de la vigueur à un mouvement devenu moribond avec les fortes chaleurs, une certaine lassitude au sein de la population et un attentisme alimenté par la propagande gouvernementale ou oppositionnelle. En effet, la volonté du chef d'état-major et vice-ministre de la Défense Ahmed Gaïd Salah de convoquer le corps électoral à la mi-septembre et d'organiser un scrutin présidentiel en décembre a concentré sur lui l'hostilité des manifestants. Ces derniers reprenaient les slogans qui s'imposaient dans cette situation: «*État civil et non militaire*», «*Les généraux à la poubelle et l'Algérie sera indépendante*», «*Bye bye Gaïd Salah, cette année il n'y aura pas de vote*», «*Le peuple veut la chute de Gaïd Salah*»...

De la même manière, un projet de loi sur les hydrocarbures a provoqué des manifestations le 13 octobre d'autant que le ministre de l'Énergie, Mohamed avait déclaré que de grandes compagnies internationales avaient été consultées pour son élaboration. De nombreux manifestants étaient convaincus que ce projet de loi, soutenu par l'ensemble du gouvernement, y compris Gaïd Salah, constituait un signal à l'adresse des puissances occidentales afin de cautionner la mascarade électorale prévue le 12 décembre. A côté de ces manifestations spontanées ou plus régulières, pour ne pas dire routinières, comme celles du vendredi et du mardi (qui regroupent les étudiants et de nombreux manifestants venus les soutenir), la conflictualité sociale se maintient à niveau important.

Un multitude de mouvements locaux

Malgré l'absence d'informations fiables ou précises, il est néanmoins possible de relever, en lisant la presse quotidienne, la permanence de grèves ou de manifestations sur les lieux de travail, connectées explicitement ou non au «*hirak*». Ainsi, une «*grève sauvage*» dans l'enseignement primaire, un secteur dévasté au même titre que l'ensemble des services publics, a été lancée début octobre à partir d'appels relayés sur les réseaux sociaux et donc en dehors des structures syndicales. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, à Oued Rhiou, une émeute a éclaté après une course poursuite qui a provoqué un accident. Des centaines de jeunes ont encerclé le commissariat avant que les policiers ne répliquent avec leurs armes, causant au moins deux morts. Il serait sans doute fastidieux d'énumérer les nombreux conflits localisés mais cela ne doit pas pour autant conduire à dresser un tableau excessivement optimiste de la situation qui demeure inquiétante moins en raison de la répression que de l'absence de stratégie révolutionnaire.

Les forces qui se réclament de la lutte des classes et de l'auto-organisation tardent à se coordonner en raison de leur isolement, du sectarisme ambiant, sans oublier la paranoïa. Ces éléments alimentent un climat qui pousse à l'activisme sans but ou au repli sur soi. Pendant ce temps, les islamo-conservateurs et les capitalistes néolibéraux ne perdent pas de temps pour apparaître en propre, parasiter les espaces de discussion réduits à peau de chagrin et imposer leur agenda.

L'heure est non seulement à la solidarité contre l'arbitraire, pour la libération des détenus, mais l'urgence est désormais à la coordination et à l'intervention consciente pour lever les obstacles psychologiques sous peine de défaite sans réel combat du mouvement populaire.

Nedjib SIDI MOUSSA ,
Alger, le 17 octobre 2019.
